

# Brèves...

## Une conférence contre la pauvreté pourquoi faire ?

Le gouvernement a organisé une conférence nationale contre la pauvreté. Pourquoi faire ? Pour lutter contre la pauvreté ? Sûrement pas. Il ne peut pas mettre en œuvre une politique d'austérité qui s'accompagne de 20 milliards de cadeaux aux patrons et en même temps prétendre apporter des solutions sérieuses à la pauvreté. Lutter contre celle-ci c'est assurer un emploi à tous, c'est interdire les licenciements, supprimer la précarité, assurer la rémunération des jeunes au cours de leur formation, c'est assurer le logement pour tous, des papiers pour tous, c'est assurer un niveau de rémunération décent pour tous. Faire cela c'est mettre en œuvre une répartition des richesses radicalement différente de celle que nous connaissons. C'est s'attaquer à la propriété, à la toute puissance du capital, c'est s'affronter à ses exigences. Tout le contraire de la politique menée par le gouvernement. Alors pourquoi cette conférence ? Pour donner le change ? Pour accentuer l'écart entre les discours et la pratique ? Pour passer un bon réveillon la conscience tranquille ? Au choix.

## Rassemblement mariage pour toutes et tous!

**Samedi, 15 Décembre, 2012 - 14:00 à 16:00**

**Rouen. Palais de Justice**

appelé par les organisations de jeunesse : UNEF-AL-UEC- Parti Pirate-NPA- EELV-UNL-MJS

### Le NPA exige:

La régularisation de tou-te-s les sans-papiers, notamment ceux et celles qui sont persécutés dans leur pays en raison de leur sexualité

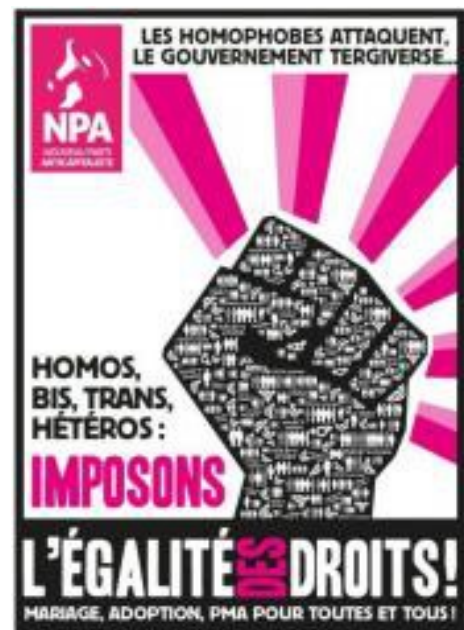
Le droit pour toutes et tous à la filiation, à l'homoparentalité, à l'adoption et à la procréation médicalement assistée

La dépathologisation des trans, le changement d'état-civil sur simple demande

Des moyens de protections gratuits dans les pharmacies, les médecines préventives des entreprises et des universités, les infirmeries de lycées, les Plannings familiaux, etc., pour toutes les sexualités (préservatifs masculins mais aussi digues dentaires, gants en latex et préservatifs féminins, rares et chers)

Une allocation d'autonomie pour l'ensemble des jeunes, qui leur permettrait de disposer de leur sexualité librement, en s'autonomisant de leurs familles

L'ouverture de centre d'accueils autogérés pour les jeunes LGBTI en situation de rupture familiale





# Tous aux côtés des salariés de Florange : leur combat est le nôtre **EXPROPRIER MITTAL :** **UN OBJECTIF LÉGITIME**

## **FLORANGE : SALARIÉS TRAHIS MITTAL NE S'ENGAGE À QUASIMENT RIEN**

Ayrault a beau dire qu'il n'y aura pas de « plan social » à Florange, la vie des 600 salariés concernés reste dans la main de Mittal. Avec un « plan social » déguisé : reclassements sur des sites éloignés, départs en retraite ou préretraites non compensés, chômage technique prolongé. Un accord pitoyable. Contre de vagues promesses, Mittal a fait plier le gouvernement. Il reste maître à bord; les hauts fourneaux ne redémarreront pas, il refuse même de payer pour un maintien en chauffe nécessaire à un redémarrage rapide. Pire encore : en 2011, Mittal a versé 2 milliards de dividendes à ses actionnaires, mais c'est l'Etat qui va mettre 150 millions dans un vague projet dont l'ancien PDG d'Arcelor dit dans le journal *Les Echos* : « *Faire croire que Ucos va sauver les hauts fourneaux, c'est de la tromperie.* »

## **CONTRE LES LICENCIEMENTS RIEN À ATTENDRE DE CE GOUVERNEMENT**

Chez Petroplus, dans l'automobile et ailleurs, pour tous les salariés menacés de fermetures de sites et suppressions d'emplois, ce qui vient de se passer autour de Florange a valeur de symbole. Le gouvernement s'aligne sur les exigences patronales. Même chose quand il s'empresse de faire voter cette semaine, par le Parlement, un nouveau cadeau de 20 milliards pour les entreprises. Une conclusion s'impose. Pour en finir avec le chômage et la précarité, il n'y a rien à attendre de ce gouvernement. Pour le droit à l'emploi, il serait tout aussi illusoire de croire renverser la vapeur sans développer une mobilisation générale à l'échelle nationale. Une mobilisation qui reste à construire, et devra oser s'engager dans un bras de fer avec à la fois le patronat et le gouvernement .

## **CONTRE MITTAL ET TOUS LES LICENCIEMENTS : OUI À L'EXPROPRIATION !**

Prendre contact avec le NPA 76 :  
Site internet : [www.npa76.org](http://www.npa76.org)  
Courriel : [contact@npa76.org](mailto:contact@npa76.org)  
Adresse où envoyer ce bulletin : 40 Rue des Murs St Yon – 76100 ROUEN  
Prénom : \_\_\_\_\_  
NOM : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Hollande a désavoué Montebourg et sa menace de nationalisation partielle-provisoire de Mittal. Cela n'avait pourtant rien de révolutionnaire. En 1978 déjà, l'Etat avait repris à sa charge les pertes du secteur sidérurgique, racheté ensuite au prix fort à ses actionnaires. Redevenu ensuite bénéficiaire grâce à des milliards d'argent public, la sidérurgie fut à nouveau privatisée, à prix bradés en 1995 : l'Etat avait banqué, les bénéfices pouvaient repartir dans la poche des actionnaires. Aujourd'hui, pour éviter une nouvelle catastrophe sociale dans une région déjà sinistrée et maintenir tous les emplois du site, il était tout à fait légitime d'exproprier l'ensemble du groupe Mittal en France, en refusant de payer un seul centime à ce patron qui a déjà tant profité de l'argent public en reniant la plupart de ses engagements. Et de mettre le groupe sous contrôle des salariés et de la population. Avec d'autres, le NPA a défendu et continue de défendre cette solution.

## **ILS N'ONT PAS DIT LEUR DERNIER MOT LE COMBAT DES « FLORANGE » EST LE NÔTRE**

Lâchés par le gouvernement, les salariés de Florange n'ont pas encore décidé de se résigner. Comme le dit Edouard Martin, leur délégué CFDT : « *Nous avons été le cauchemar de Sarkozy, nous pouvons être celui de Hollande* ». Il est vital pour leur combat qu'ils trouvent à leurs côtés l'ensemble des salariés de ce pays et de leurs organisations. L'expropriation de Mittal, sans un centime d'indemnité, en vue du maintien de tous les emplois, reste un objectif légitime. Une victoire contre Mittal serait un encouragement vers une mobilisation générale en défense de l'emploi dans tout le pays.